



## L'OMS renouvelle sa demande d'un traité mondial sur les pandémies, tandis que la Banque mondiale crée un fonds d'un milliard de dollars pour les passeports vaccinaux

Tandis que l'Organisation mondiale de la santé poursuit son projet de promulgation d'un nouveau traité international de préparation à la pandémie ou d'une révision de celui-ci, la Banque mondiale et d'autres organisations mettent en avant de nouveaux régimes de passeport pour les vaccins.

Par [Children's Health Defense](#)

Mondialisation.ca, 12 août 2022

[The Defender](#) 9 août 2022

Thème: [Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#)

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) poursuit son projet d'adoption d'un nouveau traité international de préparation aux pandémies ou d'une version révisée de celui-ci, malgré les [difficultés rencontrées](#) plus tôt cet été après que des dizaines de pays, principalement en dehors du monde occidental, se soient opposés au projet.

Le 21 juillet, au cours d'une réunion de l'[organe intergouvernemental de négociation](#) [Intergovernmental Negotiating Body (INB)] de l'OMS, une majorité d'États membres de l'OMS a [convenu](#) de mettre au point un instrument juridiquement contraignant sur la pandémie qui contiendra « des éléments juridiquement contraignants et non contraignants ».

STAT News [a décrit](#) l'accord, qui créerait un nouveau cadre mondial pour répondre aux pandémies, comme « l'appel à l'action le plus transformateur en matière de santé mondiale depuis que [the] l'OMS elle-même a été créée en tant que première agence spécialisée des Nations unies en 1948 ».

Pendant ce temps, le Forum économique mondial, l'Union africaine et la Banque mondiale – qui ont créé un [fonds d'un milliard de dollars](#) pour la « surveillance des maladies » et le « soutien contre les pandémies actuelles et futures » – élaborent leurs propres mécanismes de réponse aux pandémies, y compris de nouveaux cadres de [passeport vaccinal](#) entre pays.

Le « traité sur la pandémie » de l'OMS : qu'est-ce qui a été proposé et que signifierait-il ?

Les discussions en cours pour formuler un « traité sur les pandémies » nouveau ou révisé s'appuient sur le cadre international existant pour la réponse mondiale aux pandémies, le [Règlement sanitaire international](#) [International Health Regulations (IHR)] de l'OMS, considéré comme un [instrument contraignant](#) du droit international.

Le 1er décembre 2021, en réponse à [des appels](#) par divers gouvernements en faveur d'une

« stratégie mondiale renforcée de lutte contre la pandémie » et signalant l'urgence avec laquelle ces entités agissent, l'OMS a formellement [lancé](#) le processus de création d'un nouveau traité ou d'amendement du IHR, au cours de [Session spéciale](#) – la deuxième seulement dans l'histoire de l'organisation.

Au cours de la réunion, qui s'est tenue les 10 et 11 mai, les 194 pays membres de l'OMS ont [décidé à l'unanimité](#) de lancer le processus, qui n'avait été discuté [auparavant](#) que de manière informelle.

Les pays membres se sont mis d'accord pour :

« Lancer un processus mondial pour rédiger et négocier une convention, un accord ou un autre instrument international dans le cadre de la Constitution de l'Organisation mondiale de la santé afin de renforcer la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies. »

Le [IHR](#), qui est relativement récent, a été adopté pour la première fois en 2005, [à la suite](#) de l'épidémie de SRAS-CoV-1.

Le cadre juridique du IHR est l'un des deux seuls traités contraignants auxquels l'OMS est parvenue depuis sa création, l'autre étant la [Convention-cadre pour la lutte antitabac](#) [Framework Convention on Tobacco Control].

Le cadre du IHR [permet](#) déjà au directeur général de l'OMS de déclarer une urgence de santé publique dans n'importe quel pays, sans le consentement du gouvernement de ce pays, bien que le cadre exige que les deux parties tentent d'abord de parvenir à un accord.

Les [propositions](#) relatives à un traité nouveau ou révisé sur les pandémies, présentées lors de la session ministérielle spéciale de l'OMS en mai, renforceraient « quelque peu » les pouvoirs de l'OMS en matière de pandémie, notamment en créant un « comité de conformité » qui émettrait des recommandations consultatives à l'intention des États.

Toutefois, [selon le Daily Sceptic](#), si le IHR est déjà juridiquement contraignant, les amendements proposés en mai ne renforceraient pas les obligations ou exigences légales existantes :

« Les traités existants, comme l'ensemble (ou la plupart) du droit international, n'obligent pas réellement les États à faire autre chose que de parler à l'OMS et de l'écouter, et ils ne prévoient pas non plus de sanctions en cas de non-respect.

« Les amendements proposés ne changent rien à cela. Ils ne permettent pas à l'OMS d'imposer unilatéralement des mesures juridiquement contraignantes aux pays ou à l'intérieur de ceux-ci. »

Le Daily Sceptic [note](#) que l'un des risques découlant des négociations d'un nouveau traité ou d'une mise à jour est la codification potentielle de « la nouvelle orthodoxie de confinement pour les futures pandémies », qui « remplacerait les recommandations solides, fondées sur la science, antérieures à l'affaire COVID » précédemment en place.

[Selon le Dr Joseph Mercola](#), un tel traité accorderait à l'OMS « un pouvoir absolu sur la biosécurité mondiale, tel que le pouvoir de mettre en œuvre des identités numériques/des passeports vaccinaux, des vaccinations obligatoires, des restrictions de voyage, des soins médicaux standardisés et plus encore ».

M. Mercola a également remis en question une « approche unique de la réponse aux pandémies », soulignant que « les menaces de pandémie ne sont pas identiques dans toutes les parties du monde ». Selon lui, « l'OMS n'est pas qualifiée pour prendre des décisions en matière de santé mondiale ».

Des préoccupations similaires ont contribué, du moins en partie, à l'[opposition](#) aux propositions présentées lors de la session ministérielle spéciale, au cours de laquelle un bloc de pays essentiellement non occidentaux, dont la Chine, l'Inde, la Russie et 47 nations africaines, [a empêché](#) la finalisation d'un accord.

L'opposition va-t-elle s'estomper ?

Bien qu'aucun accord final n'ait été atteint lors de la réunion de mai, un [consensus](#) a été trouvé pour organiser une nouvelle session ministérielle spéciale de l'OMS plus tard cette année, éventuellement après l'Assemblée mondiale de la santé de l'OMS, prévue du 29 novembre au 1er décembre, [rapporte Reuters](#).

Mxolisi Nkosi, ambassadeur d'Afrique du Sud auprès de l'ONU, a déclaré à l'assemblée ministérielle annuelle de l'OMS que la nouvelle session spéciale « examinerait les avantages d'une telle convention, d'un tel accord ou d'un autre instrument international ».

A ajouté M. Nkosi :

« La leçon la plus importante que nous a enseignée COVID-19 est probablement la nécessité de disposer de défenses collectives plus fortes et plus agiles contre les menaces sanitaires, ainsi que de renforcer la résilience pour faire face aux futures pandémies potentielles.

« Un nouveau traité sur les pandémies est essentiel à cet égard. »

À l'époque, l'ambassadeur du Royaume-Uni auprès de l'ONU, Simon Manley, évoquant l'absence d'accord immédiat et le consensus pour organiser une nouvelle réunion, a [tweeté](#) : « Les négociations peuvent prendre du temps, mais c'est une étape historique vers la sécurité sanitaire mondiale. »

The UK has been instrumental in shaping two landmark resolutions being adopted today [@WHO](#) World Health Assembly ☐☐ by consensus.

The ambition behind these resolutions is to deliver reforms so as to overcome this pandemic and prevent the next.  
[#WHA74](#)

More ☐

(1/4) [pic.twitter.com/ONqlbbT43G](https://pic.twitter.com/ONqlbbT43G)

— Simon Manley (@SimonManleyFCDO) [May 25, 2021](#)

L'INB, lors de sa réunion tenue à Genève du 18 au 21 juillet, [s'est également rangé](#) à cet avis, parvenant à un consensus selon lequel ses membres travailleront à la finalisation d'un nouvel accord international juridiquement contraignant sur les pandémies d'ici mai 2024.

Dans le cadre de ce [processus](#), l'INB se réunira à nouveau en décembre et remettra un rapport d'étape à la 76e Assemblée mondiale de la santé de l'OMS en 2023.

Selon l'[OMS](#), « Tout nouvel accord, s'il en existe un, est rédigé et négocié par les gouvernements eux-mêmes, [which] prendra toute mesure conforme à leur souveraineté. »

L'OMS [affirme](#) en outre que « les gouvernements détermineront eux-mêmes les mesures à prendre dans le cadre de l'accord en tenant compte de leurs propres lois et réglementations nationales ».

L'[administration Biden](#) a exprimé un large soutien en faveur d'un nouveau traité ou d'une mise à jour du traité sur la pandémie, avec les États-Unis [dirigeant](#) les négociations précédentes à ce sujet, avec la [Commission européenne](#), par l'intermédiaire de sa présidente Ursula von der Leyen, qui, comme l'a [précédemment rapporté](#) The Defender, est également une fervente partisane des passeports vaccinaux et de la vaccination obligatoire contre la COVID-19.

Selon une [analyse](#) de l'Alliance for Natural Health International, tout accord final pourrait simplement renforcer le IHR existant ou, au contraire, impliquer une modification de la constitution de l'OMS - ou les deux.

Deux jours seulement après l'accord du 21 juillet sur l'INB, Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS, a [tweeté](#) :

« Je suis heureux que, parallèlement au processus de négociation d'un nouvel accord [international] sur la préparation et la réponse à une pandémie, les États membres de l'OMS envisagent également d'apporter des modifications ciblées au site [IHR], y compris des moyens d'améliorer le processus de déclaration d'une [urgence de santé publique de portée internationale, ou PHEIC]. »

« The International Health Regulations remains a vital tool for responding to the international spread of disease. But this process demonstrates once again that this vital tool needs to be sharpened to make it more effective. »-[@DrTedros #monkeypox](#)

— World Health Organization (WHO) (@WHO) [July 23, 2022](#)

Dans le même [fil](#) Twitter, il a également déclaré que l'[épidémie de variole du singe](#) en cours était « une urgence de santé publique de portée internationale », qui « se concentre chez les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, en particulier ceux qui ont de multiples partenaires sexuels ».

Le directeur général de l'OMS a notamment [rejeté la décision](#) d'un groupe d'experts qui était divisé sur la question de savoir s'il fallait classer l'épidémie comme une urgence de santé publique mondiale.

Avec cette déclaration, trois « urgences sanitaires mondiales » [sont désormais en place](#), selon l'OMS : COVID-19, variole du singe et polio.

Un été chargé pour les propositions de passeport vaccinal

Pendant que l'OMS et les gouvernements mondiaux examinent les plans pour une mise à jour ou un nouveau traité sur les pandémies, d'autres organisations avancent sur les technologies de passeport vaccinal et les partenariats.

Le 8 juillet, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui regroupe de nombreux pays industrialisés, [a annoncé](#) qu'elle allait promouvoir l'unification des différents [systèmes de passeports vaccinaux](#) actuellement utilisés dans le monde.

Trente-six pays et organisations internationales ont participé à une réunion en juillet dans le but de « créer un cadre multilatéral pour établir un régime mondial de passeport vaccinal », [selon](#) Nick Corbishley de Naked Capitalism.

Cette évolution s'inscrit dans le prolongement des efforts déployés par l'OMS pour harmoniser les régimes mondiaux de passeport vaccinal.

En février, l'OMS [a choisi](#) l'entreprise allemande T-Systems comme « partenaire industriel pour développer le service de validation des vaccinations », qui permettrait de « vérifier les certificats de vaccination au-delà des frontières nationales ».

T-Systems, une branche de Deutsche Telekom, a précédemment joué un rôle déterminant dans le développement de l'[interopérabilité](#) des systèmes de passeports vaccinaux en Europe.

En juillet également, 21 gouvernements africains ont « [discrètement adopté](#) » un système de passeport vaccinal, qui serait à son tour relié à d'autres systèmes de ce type dans le monde.

Le 8 juillet, qui est aussi la Journée de l'intégration africaine, l'Union africaine et les Centres africains de contrôle des maladies ont [lancé](#) un passeport vaccinal numérique valable dans toute l'Union africaine, le [décrivant](#) comme « l'épine dorsale de la cybersanté » du « nouvel ordre sanitaire » de l'Afrique.

Cette initiative fait suite au [développement](#), en 2021, de la plateforme [Trusted Travel](#), désormais requise par plusieurs pays africains, dont l'Éthiopie, le Kenya, le Togo et le Zimbabwe, et par des transporteurs aériens tels qu'EgyptAir, Ethiopian Airlines et Kenya Airways, pour les voyages entrants et sortants.

Au-delà de l'Afrique, l'Indonésie, qui assure actuellement la [présidence](#) tournante du G20, [mène](#) des « projets pilotes » qui permettraient d'assurer l'interopérabilité des différents systèmes de passeports vaccinaux numériques actuellement utilisés dans le monde. Le projet devrait être achevé en novembre, à temps pour le sommet des dirigeants du G20.

Naked Capitalism [a souligné](#) le rôle de la société sud-africaine Cassava Fintech dans les efforts visant à développer un passeport vaccinal interopérable pour toute l'Afrique.

Filiale de la société de télécommunications africaine Econet, Cassava a initialement développé l'application « [Sasail](#) », décrite comme la première « super application mondiale » d'Afrique, qui combine les « paiements sociaux » avec la possibilité d'envoyer et de recevoir de l'argent et de payer des factures, de discuter avec d'autres personnes et de jouer à des jeux.

Cassava et Econet [ont conclu](#) un [partenariat stratégique](#) avec Mastercard, « pour faire progresser l'inclusion numérique à travers l'Afrique et collaborer sur une série d'initiatives, notamment l'expansion de l'Africa CDC TravelPass ».

Comme l'a [précédemment rapporté The Defender](#), Mastercard soutient l'initiative de passeport vaccinal Good Health Pass, également soutenue par l'[alliance ID2020](#) et [approuvée](#) par l'ancien premier ministre britannique [assiégé](#) Tony Blair.

Mastercard a également [fait la promotion d'une technologie](#) qui peut être intégrée à la [carte DO](#), une carte de crédit/débit qui permet de suivre l'évolution de l'« [allocation carbone personnelle](#) » de chacun.

ID2020, fondée en 2016, [prétend](#) soutenir « des approches éthiques et protectrices de la vie privée en matière d'identification numérique ». Parmi ses [partenaires fondateurs](#) figurent Microsoft, la [Fondation Rockefeller](#), Accenture, GAVI-The Vaccine Alliance (elle-même [partenaire principal](#) de l'OMS), l'UNICEF, la [Fondation Bill & Melinda Gates](#) et la Banque mondiale.

Les [deux principaux actionnaires](#) de Mastercard sont Vanguard et BlackRock, qui détiennent des [participations importantes](#) dans des dizaines d'entreprises ayant soutenu le développement des passeports vaccinaux ou mis en place des obligations de vaccination pour leurs employés. Les deux sociétés d'investissement détiennent également des participations importantes dans des fabricants de vaccins, notamment Pfizer, Moderna et Johnson & Johnson.

Mastercard finance l'initiative de la Banque mondiale « Identité pour le développement » [[Identity for Development](#) (ID4D)] qui « se concentre sur la promotion des systèmes d'identification numérique pour améliorer les résultats du développement tout en préservant la confiance et la vie privée ».

Le Center for Human Rights and Global Justice de la New York School of Law a récemment [décrit](#) le programme ID4D, qui s'aligne sur les objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies, comme un programme susceptible d'ouvrir la voie à une « [route numérique vers l'enfer](#) ».

Selon le centre, cela se produirait en donnant la priorité à l'« identité économique » et en utilisant une infrastructure qui a « été liée à des violations graves et à grande échelle des droits de l'homme » dans plusieurs pays.

Mastercard est également active en Afrique par le biais de son [initiative conjointe](#) avec une autre société fintech (technologie financière), Paycode, pour « augmenter l'accès aux services financiers et à l'aide gouvernementale pour les communautés éloignées à travers l'Afrique » via un système d'identité biométrique contenant les données de 30 millions d'individus.

La Banque mondiale et l'OMS encouragent la « préparation à la pandémie » et les passeports vaccinaux

Fin juin, la Banque mondiale [a annoncé](#) la création d'un fonds qui « financera les investissements visant à renforcer la lutte contre les pandémies » et « soutiendra la prévention, la préparation et la réponse... en mettant l'accent sur les pays à revenu faible et intermédiaire ».

Le fonds a été [développé](#) sous la direction des États-Unis, de l'Italie et du président actuel du G20, l'Indonésie, « avec un large soutien du G20 », et sera actif plus tard cette année.

Il prévoit un financement de plus d'un milliard de dollars dans des domaines tels que la « surveillance des maladies » et le « soutien contre les pandémies actuelles et futures ».

L'OMS est également une « partie prenante » du projet et fournira une « expertise technique », selon le directeur général de l'OMS.

Cet accord fait suite à un [partenariat stratégique](#) conclu en 2019 entre l'ONU et le Forum économique mondial, afin d'« accélérer » la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable de l'ONU et de ses ODD.

Bien que l'[accord](#) ait récemment [circulé](#) sur les médias sociaux, il a été annoncé en juin 2019, avant la pandémie de COVID-19. Il englobe six domaines d'intervention, dont la « santé » et la « coopération numérique ».

En ce qui concerne la santé, l'accord prétend qu'il « aidera les pays [sic] à parvenir à une bonne santé et au bien-être pour tous, dans le contexte de l'Agenda 2030, en se concentrant sur les principales menaces sanitaires mondiales émergentes qui nécessitent un partenariat et une action multipartites renforcés ».

De son côté, la « coopération numérique » promue par l'accord est censée « répondre aux besoins de la [quatrième révolution industrielle](#) tout en cherchant à faire progresser l'analyse, le dialogue et les normes mondiales en matière de gouvernance numérique et d'inclusion numérique ».

Cependant, malgré les discours prônant l'« inclusivité », les personnes et les entités qui ont refusé d'accepter des applications telles que les passeports vaccinaux ont subi des répercussions dans leur vie personnelle et professionnelle.

C'est le cas d'un médecin canadien qui s'est vu [infliger une amende de](#) 6 255 dollars en juin dernier pour avoir refusé d'utiliser l'application d'information sur la santé ArriveCAN – qui fait l'objet d'une [enquête](#) pour des raisons de confidentialité – pour entrer dans le pays.

Le Dr Ann Gillies [a déclaré](#) qu'elle avait reçu une amende lorsqu'elle est rentrée au Canada après avoir assisté à une conférence aux États-Unis.

Andrew Bud, le PDG de la société d'identification biométrique iProove, un contractant du ministère américain de la sécurité intérieure, a [décrit](#) les certificats de vaccination comme étant à l'origine de « l'ensemble du domaine de l'identification numérique à l'avenir », ajoutant qu'ils « ne concernent pas seulement COVID [but] mais quelque chose d'encore plus grand » et que « une fois adopté pour COVID [they] sera rapidement utilisé pour tout le reste ».

La source originale de cet article est [The Defender](#)

Copyright © [Children's Health Defense](#), [The Defender](#), 2022

---

Articles Par : [Children's Health](#)  
[Defense](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)